

Brochure n° 3270

Convention collective nationale

IDCC : 2410. – **BISCOTTERIES, BISCUITERIES,
CÉRÉALES PRÊTES À CONSOMMER
OU À PRÉPARER, CHOCOLATERIES,
CONFISERIES, ALIMENTS DE L'ENFANCE
ET DE LA DIÉTÉTIQUE,
PRÉPARATIONS POUR ENTREMETS
ET DESSERTS MÉNAGERS**

ACCORD DU 11 DÉCEMBRE 2012
RELATIF AUX SALAIRES MINIMA AU 1^{ER} JANVIER 2013

NOR : ASET1350366M

IDCC : 2410

Entre :

L'Alliance 7 ;

Le SFIG,

D'une part, et

La FGA CFDT ;

La FGTA FO ;

La CSFV CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 6.1.4 « Tableau des minima conventionnels » de la convention collective nationale des biscotteries, biscuiteries, céréales prêtes à consommer ou à préparer, chocolateries, confiseries, aliments de l'enfance et de la diététique, préparations pour entremets et desserts ménagers et des glaces, sorbets et crèmes glacées du 17 mai 2004 est remplacé par le tableau joint au présent avenant.

Article 2

Egalité salariale entre les hommes et les femmes

Les parties signataires rappellent qu'elles se sont expressément engagées dans le cadre de l'accord du 11 juillet 2011 sur l'emploi des femmes et des hommes dans les industries alimentaires à assurer l'égalité salariale entre les hommes et les femmes et à définir, le cas échéant, les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunération pouvant exister entre eux.

Article 3

Entrée en vigueur

Le présent avenant entre en vigueur le 1^{er} janvier 2013.

Il sera notifié aux organisations syndicales à l'issue de la période de signature, conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail.

Les parties conviennent que le présent avenant constitue un accord normatif de la branche, par conséquent, aucun accord d'entreprise ou d'établissement ou de quelque niveau que ce soit ne pourra déroger à ses dispositions, à moins que celles-ci ne soient plus favorables aux salariés.

Article 4

Dépôt et extension

Le présent avenant sera déposé à la direction des relations du travail, du ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social et au conseil des prud'hommes de Paris. Son extension sera demandée.

Fait à Paris, le 11 décembre 2012.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Barème de ressources garanties au 1^{er} janvier 2013

Base 151,67 heures par mois

(En euros.)

CLASSIFICATION	NIVEAU	ÉCHELON	POINT	MONTANT ANNUEL		MONTANT mensuel
				Ancienneté de 1 à 3 ans	Ancienneté de 3 ans et plus	
Ouvriers Employés	I	1	12 à 15	18 196,47	18 626,31	1 432,79
		2	16 à 19	18 381,21	18 815,41	1 447,34
		3	20 à 23	18 539,56	18 977,51	1 459,81
	II	1	24 à 27	18 697,92	19 139,60	1 472,28
		2	28 à 31	19 084,95	19 535,78	1 502,75
		3	32 à 35	19 472,05	19 932,02	1 533,23
	III	1	36 à 39	19 859,14	20 328,26	1 563,71
		2	40 à 43	20 297,85	20 777,33	1 598,26
		3	44 à 47	20 736,56	21 226,40	1 632,80
TAM	IV	1	48 à 51	21 175,27	21 675,47	1 667,34
		2	52 à 55	22 233,33	22 758,53	1 750,66
	V	1	56 à 59	23 291,39	23 841,58	1 833,97
		2	60 à 63	25 046,23	25 637,87	1 972,14

CLASSIFICATION	NIVEAU	ÉCHELON	POINT	MONTANT ANNUEL		MONTANT mensuel
				Ancienneté de 1 à 3 ans	Ancienneté de 3 ans et plus	
Cadres	VI	1	64 à 67	26 801,06	27 434,16	2 110,32
		2	68 à 71	29 833,32	30 538,04	2 349,08
	VII	1	72 à 75	31 502,22	31 502,22	2 423,25
		2	76 à 79	32 955,10	32 955,10	2 535,01
	VIII	1	80 à 83	34 407,75	34 407,75	2 646,75
		2	84 à 87	46 717,84	46 717,84	3 593,68
	IX	1	88 à 90	59 027,70	59 027,70	4 540,59

Contrepartie opération d'habillage-déshabillage : indemnité forfaitaire mensuelle de 7,62 €.

Barème d'assiettes de primes au 1^{er} janvier 2013

Base 151,67 heures par mois

(En euros.)

CLASSIFICATION	NIVEAU	ÉCHELON	POINT	MONTANT
Ouvriers Employés	I	1	12 à 15	915
		2	16 à 19	970
		3	20 à 23	1 020
	II	1	24 à 27	1 075
		2	28 à 31	1 085
		3	32 à 35	1 090
	III	1	36 à 39	1 110
		2	40 à 43	1 115
		3	44 à 47	1 130
TAM	IV	1	48 à 51	1 145
		2	52 à 55	1 250
	V	1	56 à 59	1 350
		2	60 à 63	1 455
	VI	1	64 à 67	1 555
		2	68 à 71	1 665